

Bulletin bibliographique 36 Mars 2010

Retraite Financement

Poursuite du salaire ou revenu différé ? : la réforme des retraites en France (1987-2005)
/CASTEL Nicolas.

Paris : Université Paris X Nanterre, 2008, 626 p.

Dans une première partie, l'auteur propose une description détaillée du système des retraites aujourd'hui : l'architecture des régimes de retraite français et la chronologie de la réforme. La deuxième partie rend compte de quatre approches de sociologie des salaires et les enjeux salariaux de la réforme des retraites, les enjeux de l'indexation sur les prix, du gel des taux de cotisation, de la distinction entre contributif et non contributif et de l'allongement de la durée de cotisation. La troisième partie rend compte des discours et pratiques des confédérations syndicales de 1980 à 2003 et du compromis sur la réforme des retraites.

Retraite Projections

Scénarios macroéconomiques pour les projections à long terme : réunion du Conseil du 17/02/2010, documents de travail.

Paris : COR, 2010, non paginé.

Afin de réaliser les nouvelles projections à long terme des finances des régimes de retraite, le Conseil d'orientation pour les retraites a retenu trois scénarios macroéconomiques pour cette actualisation. Seuls les principaux régimes sont consultés : Cnav, Agirc, Arrco, Service des retraites de l'Etat (SRE) et CNRACL.

Par ailleurs, les méthodes retenues à l'étranger pour réaliser des projections financières en matière de retraite et qui avaient été examinées par le Conseil en 2007, font partie de ce document de travail.

<http://www.cor-retraites.fr/article366.html>

Retraite Répartition / Capitalisation

La Place de l'épargne retraite, le point de vue des principaux acteurs : quelle synthèse ? /DEVY Bernard/FAURE Jean-Louis/HADAS-LEBEL Raphaël,...

In : *Direction retraite*, 4, janvier-février 2010, 10 p.

Dans le contexte du futur débat sur la réforme des retraites, l'AFPEN a souhaité recueillir les positions des principaux intervenants sur la situation des retraites en France, la place qu'y occupe l'épargne retraite et le rôle que l'entreprise peut jouer dans ce contexte. Les personnes interrogées sont les partenaires sociaux, des députés et sénateurs, des experts, un regard venant de l'étranger.

Retraite Retraites en Europe et dans le monde

Le Bonus de pension dans le premier pilier du système de retraite des salariés en Belgique : simulations avec le modèle MEP /DEKKERS Gijs.

In : *Cnav - Retraite et société*, 58, novembre 2009, 23 p.

Le gouvernement fédéral belge a mis en place une allocation supplémentaire pour ceux, âgés d'au moins 62 ans, qui retardent leur départ à la retraite. Dans cet article, est simulé l'effet de cette prime de retraite en employant un modèle de pensions microéconomique (MEP). Une première conclusion est que ce système va effectivement inciter, selon toute vraisemblance, les salariés à rester plus longtemps sur le marché du travail. En outre, il semblerait qu'il soit conçu de telle manière que la prime bénéficierait en particulier aux titulaires des pensions les plus basses : les femmes et les anciens salariés au bas de l'échelle hiérarchique. Finalement, l'article montre que l'effet marginal d'une allocation supplémentaire fixe est décroissant. Une augmentation de la prime avec l'âge pourrait contrebalancer cet effet et même favoriser davantage le maintien des salariés âgés sur le marché du travail.

Partir à la retraite en Europe : déterminants individuels et rôle de la protection sociale /DEBRAND Thierry/SIRVEN Nicolas.

In : *Irdes - Questions d'économie de la santé*, 148, 01/11/2009, 6 p.

Devant le faible taux d'emploi des seniors, les Etats de l'Union européenne se sont engagés à atteindre d'ici à 2010 un taux d'emploi de 50% pour les personnes âgées de 55 à 64 ans. Afin d'analyser les causes de cette situation, les déterminants de l'activité des travailleurs âgés ont été classés selon trois catégories : « la place centrale de la santé et de l'espérance de vie anticipée » ; « le poids de l'environnement familial et professionnel » et « le rôle des systèmes de protection sociale ». L'article revient sur les résultats de l'enquête Share qui montrent que la participation à l'emploi et le passage à la retraite sont liés.

<http://www.irdes.fr/Publications/Qes/Qes148.pdf>

Les Pensions dans les pays de l'OCDE 2009 - Panorama des systèmes de retraite.

Paris : OCDE, 2009, 305 p.

Ce panorama détaille les grandes problématiques liées aux politiques conduites aujourd'hui en matière de retraite. Il étudie les répercussions de la crise économique et financière actuelle sur les systèmes de retraite et s'intéresse aux revenus et à la pauvreté des personnes âgées, en analysant les tendances observées au cours des vingt dernières années. Dans de nombreux pays, la situation des retraités s'est améliorée par rapport à celle de la population prise dans son ensemble, mais il reste néanmoins des poches de pauvreté au sein de la population âgée. L'ouvrage présente ensuite une étude des réformes des retraites entreprises depuis 2004. Enfin, il montre l'évolution croissante des régimes facultatifs de pensions privées, en élargissant le champ d'analyse aux différences existant en fonction de l'âge et des revenus. Il évalue également cinq politiques visant à développer ces systèmes.

Protection sociale Financement

Les Dépenses d'aide sociale départementale en 2008 /CLEMENT Elise.

In : *Drees - Etudes et résultats*, 714, janvier 2010, 8 p.

En 2008, les dépenses totales nettes d'aide sociale se sont élevées à 27,4 milliards d'euros, dont 25,9 milliards pour la France métropolitaine et 1,5 milliard pour les départements d'outre-mer (DOM).

Les dépenses nettes destinées aux personnes âgées, deuxième poste de dépenses après celles liées au RMI, aux CI-RMA et contrats d'avenir, ont diminué de 4,2% par rapport à 2007.

L'évolution et la structure des dépenses d'aide sociale varient selon les départements.

<http://www.sante.gouv.fr/drees/etude-resultat/er-pdf/er714.pdf>

La LFSS pour 2010 : les mesures cotisations, retraite et invalidité.

In : *Liaisons sociales - Législation sociale*, 2010-29, 09/02/2010, 18 p.

Une des principales mesures de la loi de financement de la sécurité sociale concerne la réforme de la majoration de durée d'assurance pour enfant, qui dissocie les trimestres liés à la maternité attribués à la mère et les trimestres liés à l'éducation attribués au père ou à la mère. Parmi les autres dispositions, on peut retenir le cumul d'un emploi et d'une pension d'invalidité après 60 ans, la modification du dispositif d'assurance volontaire vieillesse, l'augmentation du forfait social et l'élargissement de son assiette, ainsi que la réforme de la contribution sur les retraites chapeaux.

Protection sociale Protection sociale complémentaire

Couverture de prévoyance d'entreprise et niveau des prestations /ASQUINAZI-BAILLEUX Dominique.

In : *Semaine juridique - Social*, 2010-6, 09/02/2010, 5 p.

La sécurisation des parcours professionnels impose de maintenir les garanties prévoyance. Mais de quelles garanties est-il question ? Il est nécessaire de s'interroger sur le niveau minimal des prestations mises en place dans l'entreprise (maintien du salaire, cotisation de 1,5% affectée à la couverture décès pour les cadres, revalorisation des rentes en cours de service) ainsi que sur le niveau des prestations conservé par le salarié après la rupture du contrat de travail (couverture des frais de santé).

Portabilité du régime fiscal et social des cotisations et des prestations issues de l'article 14 de l'ANI /BRIENS Gilles/DE LA GASTINE Marie.

In : *Lamy - Semaine sociale*, 1428, 11/01/2009, 3 p.

La portabilité des garanties prévoyance et frais de santé au profit des anciens salariés nécessite d'être financée. L'ANI du 11/01/2008 prévoit un financement par mutualisation des cotisations avec celles des actifs ou un prélèvement de la totalité des cotisations au départ du salarié de l'entreprise, quitte à lui reverser le trop perçu si l'ex-salarié retrouve du travail ou encore le paiement au fur et à mesure des échéances de la cotisation patronale et salariale. Quels sont les régimes fiscal et social tant des cotisations payées que des prestations versées pendant cette période ?

Protection sociale En Europe et dans le monde

Détachement intra-communautaire et formulaire E101 : la créativité du juge face au pouvoir de l'administration /DE PAUW Bruno.

In : *Droit social*, 1, janvier 2010, 12 p.

Suite à l'élargissement de l'Union européenne en 2004 et à l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie en 2007, la question du détachement dans le cadre d'une prestation de service a suscité un regain d'intérêt lié au risque de situation de dumping social. Cet article fait le point sur les questions juridiques et pratiques que soulève l'utilisation de l'attestation de détachement européen E101. L'auteur rappelle tout d'abord les fonctions de cette attestation. Il examine ensuite sa portée juridique à l'égard des institutions de sécurité sociale, d'une part, à l'égard du juge saisi, d'autre part.

Marché du travail Emploi des seniors

Délai supplémentaire octroyé à certaines entreprises pour négocier un accord sur l'emploi des seniors.

In : *DO Actualité*, 2010-4, 01/02/2010, 3 p.

Les entreprises de 50 à 300 salariés qui ne sont pas couvertes par un accord de branche au 01/01/2010 ont un délai supplémentaire de trois mois pour déposer un accord ou un plan d'action. Si aucun accord n'est conclu et déposé, elles seront redevables de la pénalité de 1% de la masse salariale à compter du 01/04/2010.

La même souplesse est accordée à l'échéance de chaque accord de branche et en cas de franchissement des seuils de 50 ou 300 salariés au cours d'une même année.

Marché du travail En Europe et dans le monde

Aider un parent âgé se fait-il au détriment de l'emploi ? /FONTAINE Roméo.

In : *Cnav - Retraite et société*, 58, novembre 2009, 30 p.

Cet article propose une étude quantitative à partir des données de l'enquête Share (deuxième vague). Tout d'abord, des différences existent entre les pays européens au regard de l'aide que les seniors apportent à leur parent âgé sans conjoint : le fait de venir en aide à un parent âgé est plus fréquent en Europe du Nord qu'en Europe du Sud, mais l'aide apportée par les seniors impliqués dans la prise en charge est nettement plus « intensive » en Europe du Sud. Les pays d'Europe continentale et ceux d'Europe de l'Est se placent de ce point de vue dans une situation intermédiaire. Par ailleurs, le fait d'apporter en moyenne plus d'une heure d'aide par jour à un parent âgé sans conjoint réduit la probabilité d'exercer une activité professionnelle dans les pays d'Europe du Sud et d'Europe de l'Est, là où la prise en charge publique de la dépendance est la plus réduite, alors que cela ne semble avoir aucun effet significatif dans les pays d'Europe du Nord et d'Europe continentale.

Démographie

Aspects démographiques et économiques du vieillissement

La Mobilité résidentielle des seniors en Europe /ANGELINI Viola/LAFERRERE Anne.

In : Cnav - Retraite et société, 58, novembre 2009, 20 p.

Les données des deux vagues de l'enquête Share permettent de commencer à étudier la mobilité résidentielle. Les Européens de 50 ans et plus déménagent peu. Quand ils bougent, ils sont plus nombreux à passer d'une maison, plus difficile à entretenir, à un appartement que l'inverse ; ils diminuent le nombre de pièces et ce, d'autant plus qu'ils sont plus âgés. Ils passent aussi de la propriété à la location. Pour les plus âgés, ce n'est plus seulement un logement que l'on cherche mais une résidence adaptée, et les déterminants de cette mobilité finale sont bien différents de ceux des mobilités antérieures.

Vieillir dans les pays du Sud : mieux connaître les solidarités privées et publiques autour de la vieillesse en Afrique /ANTOINE Philippe/GOLAZ Valérie/SAJOUX Muriel.

In : Cnav - Retraite et société, 58, novembre 2009, 5 p.

Les politiques publiques à l'égard des personnes âgées sont inégalement développées sur le continent africain. Seuls quelques pays ont mis en place un système de retraite non contributif. Sur le reste du continent, la grande majorité des personnes âgées ne bénéficient pas de pension de retraite. Dans la plupart des pays, les femmes sont plus nombreuses que les hommes dans la vieillesse et surtout plus isolées. La difficulté des jeunes générations à s'insérer sur le marché de l'emploi et à accéder à un logement en milieu urbain provoque une inversion des relations intergénérationnelles où hommes et femmes de plus en plus âgés restent en activité pour aider leur descendance.

Démographie

Bilan démographique en France

Bilan démographique 2009 : deux pacs pour trois mariages /BEAUMEL Catherine/PLA Anne.

In : Insee Première, 1276, janvier 2010, 4 p.

Au 01/01/2009, 64,7 millions de personnes vivent en France métropolitaine et dans les DOM. Le pacs séduit les couples au détriment du mariage. Après une progression de 40% en 2008, le nombre de pacs augmente encore de 20% en 2009 : 175000 pacs en 2009, tandis que les mariages se font moins fréquents avec 256000 célébrés en 2009 soit 3,5% de moins qu'en 2008. Si l'âge moyen au premier mariage progresse, il en est de même pour l'âge à l'accouchement qui s'établit à 29,9 ans. En 2009, le nombre de naissances diminue de 7500 par rapport à 2008. Enfin, l'espérance de vie des femmes repart à la hausse, elle a augmenté de deux mois et est de 84 ans et demi pour une personne née en 2009.

<http://www.insee.fr/fr/ffc/ipweb/ip1276/ip1276.pdf>

La Situation démographique en France : estimations définitives de population et des indicateurs démographiques de 1999 à 2006 /BEAUMEL Catherine/PLA Anne/VATAN Mauricette.

In : Insee Résultats - Société, 106, février 2010, 216 p.

Au 01/01/2006, 63,2 millions de personnes habitent en France soit 61,1 millions en métropole et 1,8 dans les départements d'outre-mer. En sept ans, la population a augmenté de 5% (3 millions d'habitants) soit de 0,7% par an. Le nombre de naissances est plus élevé que celui des décès, ce qui

est une spécificité française au sein de l'Europe. L'indicateur conjoncturel de fécondité atteint 1,94 enfant en 2005, contre 1,81 en 1999. L'espérance de vie progresse pour les hommes comme pour les femmes.

http://www.insee.fr/fr/ppp/bases-de-donnees/irweb/sd19992006/dd/pdf/sd19992006_brochure.pdf

Généralités

17% of EU Citizens Were At-risk-of-poverty in 2008 (17% des citoyens européens étaient menacés de pauvreté en 2008) /WOLFF Pascal.

In : Eurostat - Statistiques en bref - Population et conditions sociales, 2010-9, 19/02/2010, 8 p.

En 2008, comme en 2007, 17% de la population de l'Union européenne était menacée de pauvreté. Le risque de pauvreté s'est accru de 5% en Lettonie tandis qu'il a reculé de 2% en Irlande et en Roumanie. Il dépasse les 30% parmi la population âgée (65 ans et plus) en Lettonie, en Estonie, en Bulgarie et à Chypre. La protection sociale a réduit de 32% la pauvreté dans l'Union européenne avec de grandes différences entre les pays.

http://epp.eurostat.ec.europa.eu/cache/ITY_OFFPUB/KS-SF-10-009/EN/KS-SF-10-009-EN.PDF

Les Inégalités de revenus entre les DOM et la métropole /MICHEL Christophe/MISSEGUE Nathalie/THEULIERE Maël.

In : Insee Première, 1279, février 2010, 4 p.

Les auteurs font une comparaison des revenus par unité de consommation entre les ménages de métropole et ceux des DOM. Ils constatent que les ménages métropolitains disposent de revenus - salaires, retraites, patrimoine, aides sociales et familiales confondus - plus importants que les ménages ultra-marins. Par ailleurs, une partie des différences de revenus s'explique par le fait que la population est plus jeune, que les familles sont plus nombreuses et les familles monoparentales plus importantes dans les DOM qu'en métropole. En outre, le taux de chômage y est également plus élevé.

<http://www.insee.fr/fr/ffc/ipweb/ip1279/ip1279.pdf>